

Mesure et prévision en temps de crise : une comparaison avec la période 2008-2009

Un retour sur la période 2008-2009 fait ressortir le caractère totalement inédit du choc en cours. Il permet de rappeler les difficultés de la mesure et de la prévision en temps de crise, exacerbées dans le contexte actuel. En 2008-2009 des estimations et prévisions trimestrielles avaient continué à être proposées tous les trois mois selon le calendrier habituel des *Notes de conjoncture*, sur la base des outils usuels de suivi de l'activité. Ce n'est que progressivement qu'elles ont révélé l'ampleur du choc. Le caractère hors norme de celui qui est en cours conduit l'Insee à se focaliser sur la mesure de l'activité instantanée, à une fréquence bi-mensuelle, en mobilisant des sources nouvelles. C'est sur cette base que des travaux de prévision pourront ensuite être réenvisagés, lorsque se précisera la sortie du confinement.

Dans son premier *Point de conjoncture* post-confinement publié le 26 mars dernier, l'Insee évaluait à environ -35 % la perte instantanée d'activité et indiquait que, prolongée sur un mois, une telle perte d'activité devait mécaniquement se traduire par un recul de 12 % du PIB trimestriel et de 3 % du PIB annuel. Ce nouveau *Point* confirme ces ordres de grandeur. Mais ces deux chiffres de -12 % et -3 % ne constituaient pas et ne constituent toujours pas des prévisions. Ils visent juste à traduire la chute instantanée dans le langage plus familier des taux de croissance au trimestre et à l'année, sous l'hypothèse implicite d'un fort rebond de croissance dès la sortie du confinement, symétrique du choc négatif enregistré lors de l'entrée en confinement. Il s'agit donc de minorants de ce que sera *in fine* l'ampleur du choc, compte tenu d'une durée de confinement probablement plus longue et du temps que prendra le retour à une activité normale.

Le choix de se concentrer sur la mesure de l'activité instantanée contraste avec ce qui avait été fait lors de la crise de 2008-2009, où les prévisions avaient continué à être produites selon les calendriers habituels. Un retour sur cette période met en lumière le caractère totalement inédit du choc en cours et permet de rappeler les difficultés de la mesure et de la prévision en temps de crise, même lorsque les informations usuelles continuent à pouvoir être

collectées, ce qui n'est plus le cas dans la période actuelle, obligeant à mobiliser des sources inédites.

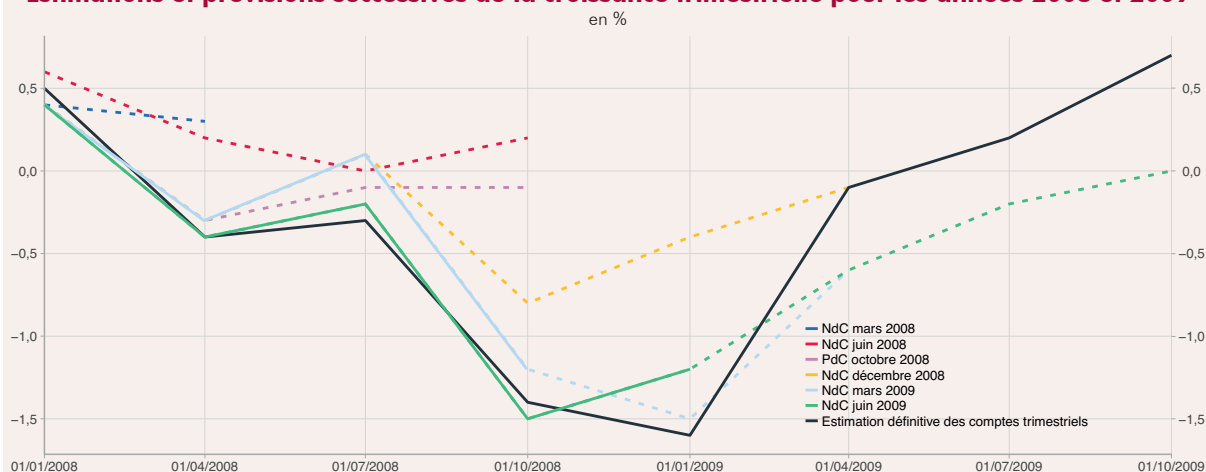
Retour sur 2008-2009

Le déclenchement de la crise de 2008-2009 est généralement daté de la faillite de la banque *Lehman Brothers*, le 15 septembre 2008. L'explosion de la bulle immobilière aux États-Unis et dans plusieurs autres pays remontait certes à l'année 2007, et la croissance y avait déjà été très impactée, mais c'est cette faillite qui a été le facteur déclenchant d'une crise financière généralisée qui s'est rapidement propagée à l'économie réelle de la plupart des pays. En France, la croissance du PIB a chuté de 2,4 % en 2007 à 0,3 % en 2008, et le PIB a reculé de 2,9 points entre 2008 et 2009.

Comment les *Notes* et *Points de conjoncture* de l'Insee ont-ils rendu compte de cette période ? Le graphique ci-dessous donne la trajectoire du taux de croissance trimestriel du PIB telle qu'elle a été reportée et prédite de la *Note* de mars 2008 jusqu'à celle de juin 2009. Il donne également l'évolution finale effective telle qu'évaluée aujourd'hui par les comptes trimestriels.

Pour la compréhension de ce graphique, on rappelle que les *Notes* publiées en décembre de l'année N-1 et en mars de l'année N projettent la croissance sur

Estimations et prévisions successives de la croissance trimestrielle pour les années 2008 et 2009



Lecture : la période couverte par ce graphique va du premier trimestre 2008 au quatrième trimestre 2009. Pour chaque *Note* ou *Point de conjoncture*, la partie continue de la courbe donne les taux de croissance rétrospectifs tels qu'alors évalués par les comptes trimestriels, la partie en pointillé correspond au *nowcasting* du trimestre en cours et aux prévisions du trimestre ou des deux trimestres suivants. La série entièrement continue (en noir) correspond à la trajectoire effective, telle que retracée dans la version actuelle des comptes trimestriels.

Source : Insee

le seul premier semestre de cette année N, comme l'aurait fait la Note de mars 2020 si sa publication n'avait pas été annulée. La Note de juin et le *Point de conjoncture* d'octobre de l'année N proposent ensuite une projection jusqu'à la fin de cette année N. Sauf exceptions, l'Insee s'abstient ainsi de proposer des prévisions macroéconomiques au-delà de six mois, considérant que c'est sur cet horizon que les réponses aux enquêtes de conjoncture possèdent un pouvoir prédictif acceptable.

Or ce pouvoir prédictif se dégrade fortement à l'approche d'une crise et durant celle-ci. Le *graphique* montre que la Note de mars 2008 continuait ainsi de prévoir une croissance de 0,3 % pour le deuxième trimestre de l'année 2008, alors qu'elle a été au final de -0,4 %. La Note suivante de juin 2008 avait commencé à tracer une perspective légèrement moins favorable : légère révision à la baisse (0,2 %) pour la croissance du T2, et prévision d'une croissance nulle au T3 mais suivie d'un léger redémarrage au T4.

Le *Point* d'octobre avait encore revu ces chiffres à la baisse, prenant acte d'un premier recul d'activité au T2, et envisageant une croissance encore légèrement négative sur les deux trimestres suivants, de -0,1 % dans les deux cas. Mais il n'avait pas pu prendre la mesure de la réaction en chaîne enclenchée par la faillite de *Lehman Brothers*, encore trop récente. C'est seulement à partir de la Note de décembre que ses effets ont commencé à être intégrés, en tablant sur un recul de -0,8 % pour le trimestre en cours. Ce chiffre restait néanmoins encore trop optimiste : lors de la Note suivante, les comptes trimestriels avaient estimé cette croissance à -1,2 %, et ce chiffre a encore été révisé plusieurs fois à la suite. Elle est désormais évaluée à -1,4 %.

La première prévision du T1 de l'année 2009 avait de même beaucoup sous-évalué la persistance du choc. La Note de décembre 2008 anticipait une croissance déjà repassée à -0,4 %, et un retour à une croissance proche de zéro au T2. Les deux Notes suivantes, en revanche, avaient mieux estimé la croissance du T1, qui s'est finalement établie à -1,6 %, mais elles avaient sous-estimé la rapidité de la récupération qui a suivi, un biais de pessimisme ayant temporairement succédé au biais initial d'optimisme. La récupération n'en est pas moins restée très progressive. Il s'est agi d'une reprise sans rebond. Il a fallu attendre 2011 pour voir le PIB repasser au-dessus de son niveau de 2007, et il a fallu attendre 2015 pour remonter au-dessus du niveau de 2007 en termes de PIB par habitant.

Deux chocs d'ampleur et de nature très différentes

Ces difficultés à bien mesurer et prévoir n'ont pas été spécifiques à la France. Elles ont été partagées par l'ensemble des pays et toutes les catégories de

prévisionnistes : instituts nationaux, organisations internationales, économistes de banques. Le problème est triple : la difficulté à anticiper la crise, la difficulté à bien évaluer son ampleur une fois qu'elle a démarré, et enfin la difficulté à prévoir les conditions de retour à la normale.

S'agissant de la difficulté à prévoir le déclenchement de la crise, on est certes capable d'anticiper et d'alerter sur la montée d'un risque financier, économique ou sanitaire, mais il est rarement possible de dire à quel moment exact ce risque va se matérialiser. De ce point de vue, le problème a été le même en 2008 que sur la période récente, malgré des facteurs déclenchants qui n'ont rien à voir. Epidémiologistes et économistes se heurtent au même problème.

Pour ce qui est de mesurer l'intensité de la crise et pour la prévision du retour à la normale, la situation actuelle se distingue en revanche de celle de 2008-2009 sur deux points :

- Il y a d'une part le fait que cette crise de 2008-2009 avait été sans impact sur les conditions de recueil de l'information économique, qu'il s'agisse des enquêtes auprès des ménages et des entreprises, ou des remontées des sources administratives. Son déroulement avait donc pu être suivi à l'aide de ces outils usuels. Ces outils sont cette fois-ci très fortement impactés : certaines collectes ont dû être interrompues, les taux de réponse aux enquêtes qui ont été maintenues devraient être en forte chute, même si on va bénéficier du fait que la collecte par internet s'est beaucoup développée depuis 10 ans. Cette situation inédite explique le basculement vers des sources non conventionnelles : remontées de terrain qualitatives, données de cartes bancaires, données de consommation d'électricité... Elles ont l'intérêt d'être disponibles rapidement et à haute fréquence. Leur robustesse pour la quantification de l'activité reste néanmoins à éprouver. Seuls les comptes des entreprises et des ménages permettront de savoir *in fine* à quel degré l'activité et les revenus des agents auront été affectés.

- D'autre part et surtout, on assiste à un choc dont l'ampleur est bien plus importante. Un choc évalué *a minima* à -12 % sur le PIB trimestriel et à -3 % sur le PIB annuel est très au-dessus des chocs d'environ -1,5 % sur le T4 de 2008 et le T1 de 2009. Il le sera *a fortiori* si la durée du confinement se prolonge et/ou si sa sortie n'est que graduelle. Cette ampleur inédite rend très hasardeuse la prévision au trimestre ou à l'année : il est impossible à ce stade de dire si la reprise sera rapide ou lente et si elle se fera avec ou sans l'effet rebond qui permettrait de compenser une partie de la perte instantanée. Le recours à des outils de suivi à haute fréquence aidera à suivre au plus près ce processus de reprise, mais extrapoler sa tendance restera très difficile. ■